

Déclaration du

RASSEMBLEMENT communiste



Elections européennes du 9 juin 2024 : Quels enjeux ? Comment se positionner ?

1. L'Union Européenne, machine de guerre contre les travailleurs

Dès le début, la construction de l'Union Européenne n'a eu qu'un seul objectif : renforcer l'exploitation et l'oppression des bourgeoisies des pays capitalistes-impérialistes d'Europe sur leurs propres peuples et ceux de leurs néo-colonies dominées.

C'est l'union des bourgeoisies pour liquider les conquies sociaux et assurer le maximum de profit ! Les différentes réformes du système des retraites, dont notamment celle de 2023, la marchandisation de l'école, de la santé, de l'écologie, le blocage des salaires, des pensions, la vie chère sont l'expression de la volonté politique de l'Union Européenne de détruire toute protection sociale et les conquêtes sociales de nos anciens.

L'Union Européenne, c'est la concurrence « libre et non faussée ». Et, ainsi que le soulignait Henri Krasucki, « dans cette lutte sans merci, des entreprises, des villes, des régions, peut-être des pays seront sacrifiés. Mais au-delà

des contradictions, des rivalités, des affrontements entre capitalistes, dans cette jungle où régnera la loi du plus fort, le gibier ce sera avant tout les salariés. »

L'Union Européenne, c'est aussi la destruction de la souveraineté des nations (par fédéralisme supra-national et régionalisme infra-national pro-européen) et la destruction des droits démocratiques conquis par les peuples des nations européennes, afin de créer un bloc impérialiste à la fois atlantiste et euro-occidental. Le Traité Constitutionnel Européen (TCE) a été imposé par le Traité de Lisbonne bafouant, par là même, le NON populaire de 2005. Le Conseil de l'UE est le seul habilité à proposer des lois, et le Parlement européen n'est au final, au mieux qu'une tribune pour s'opposer et au pire une chambre d'enregistrement.

L'Union Européenne, c'est également la guerre dans l'intérêt du complexe militaro-économique et de la grande finance en Europe et aux USA. Depuis 8 ans, au sein de l'UE, les budgets militaires ne cessent de croître pour atteindre la somme record de 240 milliards d'euros, pour préparer la guerre contre la Russie, la Chine, les BRICS et les peuples du Sud.

L'Union Européenne, c'est enfin le nouvel éveil du fascisme pour détruire toute échappatoire à cette broyeuse de vie, cette prison des peuples qu'est l'Europe, en développant le racisme (et l'islamophobie aujourd'hui) pour diviser et contrer nos luttes sociales, en détournant les colères dans une voie sans issue, celle de « la lutte des races, des religions, des cultures, des civilisations ».

2. Soutenir les forces de résistance, même imparfaites

Le dégoût face à cette politique européenne peut conduire à l'abstention, c'est une tentation naturelle ; mais pour le RC, il convient de ne pas laisser le champ libre aux forces de la réaction, et d'appuyer les forces de résistance. Et cela d'autant plus que ce qui est en jeu en juin 2024, ce n'est pas en réalité « Pour ou Contre l'Union Européenne »,

nous n'en sommes pas encore là ! C'est bien d'une bataille nationale qu'il s'agit, une bataille électorale contre la fascisation macroniste, et contre le fascisme.

La mascarade de ces élections pour un Parlement sans pouvoir, ne doit pas nous faire oublier que ce sont les premières élections nationales 2 ans après la réélection de Macron et que beaucoup d'électeurs, de travailleurs, de Gilets Jaunes, de syndicalistes, d'habitants des quartiers populaires, de paysans, de jeunes vont vouloir s'exprimer contre le macronisme, sa fascisation guerrière et son programme antisocial (qu'on pense au recul de la retraite à 64 ans qui a marqué les combats de 2023 !); et qu'il s'agit bien de la répétition générale des présidentielles de 2027: pour les fascistes et les milieux médiatico-financiers qui les soutiennent, il s'agit de présenter le fascisme comme acceptable et accepté, et de décourager toute lutte contre leur ascension vers le pouvoir, le macronisme dans son jeu de faux-opposant lui facilitant la tâche.

C'est cela le contexte réel de ces élections.

Dans le cadre de la fascisation accélérée de la société, comme l'ont prouvé tout récemment la violente répression d'Etat des révoltes contre les crimes racistes et le vote de la loi Darmanin introduisant la notion lepéniste de « préférence nationale », **la France Insoumise (FI) est restée une force claire de résistance à la fascisation.** De même, face à l'injonction de soutenir l'Etat fasciste d'Israël dans son plan génocidaire, c'est encore **la FI qui a porté le plus haut le soutien au peuple martyr palestinien.** Alors que d'autres organisations classées à gauche avaient là encore une attitude hésitante voire de soutien à l'agresseur sioniste. Sur la question de la guerre de l'OTAN contre la Russie, la France Insoumise continue de porter la voix la plus claire en France en faveur de la paix, malgré des insuffisances notables.

Les limites de la FI sur la question européenne (discours ambigu laissant croire possible une « Europe sociale » sous le capitalisme) sont à noter. L'insuffisance du programme de la FI est contenue dans son appel à la « Révolution

Citoyenne », révolution du mode de gestion du capitalisme plutôt que révolution pour renverser la bourgeoisie, classe dominante, dans l'objectif d'une société sans classes libérée de l'exploitation : le communisme.

Il n'empêche qu'aujourd'hui, pour citer le grand poète Aragon, « *quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat* » : face au danger fasciste et à la fascisation, **il convient d'appuyer les forces de la résistance, et la plus claire d'entre-elle, la FI et sa liste « d'Union Populaire ».**

Comme le disait Marx, « *tout pas en avant importe plus qu'une douzaine de programmes* », ce qui signifie ici qu'il faut tenir compte du rapport réel des forces pour mesurer l'étape actuelle sur la voie de l'édification du monde du travail comme force politique alternative indépendante du capital. Pour ces raisons, le RC appelle à voter pour la liste « Union Populaire » aux Européennes de juin 2024.

3. Pour l'avenir, œuvrons à la reconstruction du Parti communiste qui fait défaut dans ce pays

La construction, face aux urgences sociales et démocratiques, d'un front populaire antilibéral et antifasciste, écologiste, eurocritique et anti-guerre, est une nécessité à court terme qui profitera aux classes populaires. Car il convient d'abord de résister avant de contre-attaquer.

Cependant, il n'y aura pas de changement décisif à terme en l'absence d'un véritable parti communiste révolutionnaire, qui aille jusqu'au bout dans le combat anticapitaliste, mais aussi anti-impérialiste, écolo-révolutionnaire et anti-guerre, et contre ce cartel des bourgeoisies coalisées qu'est l'Union Européenne.


Pour faire face à la crise systémique du capitalisme qui n'a plus rien à offrir aux travailleurs et aux peuples que la misère, la dévastation de la nature, le fascisme et la guerre, nous communistes faisons appel à toutes celles et ceux conscients des intérêts de notre classe, pour se mettre en ordre de marche pour la reconstruction d'un véritable Parti Communiste révolutionnaire.

Le 14-03-24

Contacts :

Courriel : rc@rassemblementcommuniste.fr

Site : <https://rassemblementcommuniste.fr/>

    Rassemblement communiste

